



République Française
Département de Loir-et-Cher
Commune de Chailles

DÉCISION DU MAIRE

N°2026-001

MARCHÉS PUBLICS

Extension 2026 du système de vidéoprotection sur le périmètre de Chailles

Le Maire de la Commune de Chailles

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-22,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°2022-12-05-5.4 du 15 décembre 2022 portant délégations du Conseil Municipal au Maire et notamment l'article 1-4° autorisant ce dernier à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Vu la délibération n°041 032 070/2025 – 7.1 du 15/12/2025 portant « Budget principal – Ouverture de crédits anticipés en section d'investissement – Exercice 2026 »,

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} –

Dans le cadre l'extension 2026 du système de vidéoprotection sur le territoire de Chailles, de procéder à la réalisation des travaux suivants :

- devis n°C014259 du 14/10/2025 proposé par la Société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES située 45800 SAINT JEAN DE BRAYE, pour la modification de la caméra du Parc du Cosson, s'élevant à 1 927.86 € HT (soit 2 313.43 € TTC),
- devis n°25429 du 02/12/2025 proposé par la Société INEO située 41700 COUR-CHEVERNY, pour l'installation d'un support pour vidéoprotection Parc du Cosson, s'élevant à 2 339.00 € HT (soit 2 806.80 € TTC),
- devis n°C014261 du 14/10/2025 proposé par la Société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES située 45800 SAINT JEAN DE BRAYE, pour l'ajout de deux caméras pour la Gendarmerie / Parking de la mairie, s'élevant à 5 205.86 € HT (soit 6 247.03 € TTC),
- et devis n°C014476 du 05/12/2025 proposé par la Société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES située 45000 ORLEANS, pour l'ajout d'une caméra pour visualisation du site de stockage matériaux des services techniques à Bas-Rivière, s'élevant à 3 159.93 € HT (soit 3 791.92 € TTC).

ARTICLE 2 -

La présente décision sera transcrite au registre des décisions du maire, une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher,
- Monsieur le Trésorier de Romorantin-Lanthenay

ARTICLE 3 -

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Chailles, le 22/01/2026

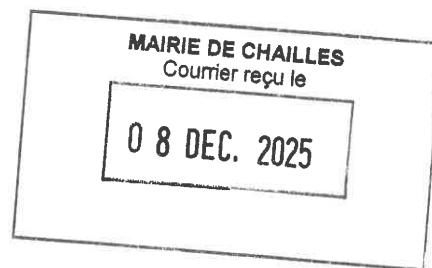


Le Maire,
Florent MARMAGNE

*Certifié exécutoire compte tenu de la
publication ou de l'affichage le 22/01/2026*

Le Maire,
Florent MARMAGNE





MAIRIE DE CHAILLES
78 RUE NATIONALE

41120 CHAILLES
FR FRANCE

Devis	
Numéro	C014259
Date émission	14/10/2025

Client N° 21342
Téléphone 0254797200

A l'attention de MR MARMAGNE FLORENT
Commercial MR NIAF DAVID

Objet du devis : MODIFICATION PARC DU COSSON

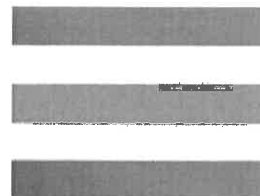
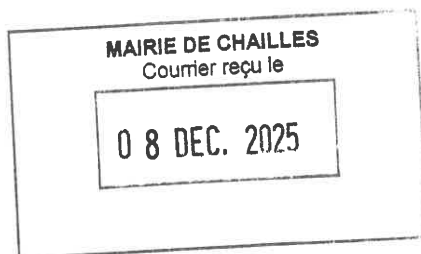
Désignation	Quantité	P.U. HT	Montant HT	TVA
Modification caméra Parc du Cosson Mise en place d'une caméra 4 capteurs à 360° à la place de 2 caméras fixe.				
Plus Value pour CAMERA MULTICAPTEUR 4 x FIXES				
4 Obj Varifocal 2.8/12mm - Résolution 5MP - Infra Rouge 40M IP67 IK10	1,00	1660,00	1660,00	1
LICENCE LYNX ONVIEW CAMERA PRO	2,00	133,93	267,86	1

Date d'acceptation : 22/01/2026	Base	Taux	TOTAL H.T	1 927,86 €
Nom et signature du client + CACHET	1 927,86 €	20,00 %	TOTAL TVA	385,57 €
Bon pour accord			TOTAL TTC	2 313,43 €
Bon pour accord				
Exécution à réception				
Maire,				
Florent MARMAGNE				
	Conditions de règlement			
	VIREMENT 30 J DATE DE FACTURE			



24 Rue Bernard Palissy
 45800 Saint Jean de Braye
 T. +33 (0) 2 38 61 05 89
 SIRET 329 009 559 00199
 www.eiffageenergiesystemes.com

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CENTRE LOIRE
 Siège social : Parc des Châtelliers - 3 rue Gustave Eiffel
 BP 62849 - 45028 Orléans Cedex - France
 SAS au capital de 1 675 335,20 €
 329 009 559 - RCS Orléans - TVA FR 48 329 009 559



Agence Val de Loire
24 Rue du Clos de l'Ardoise - 41700 COUR -CHEVERNY

Commune de CHAILLES

Correspondant : M. ROUZÉ Kévin
Tél : 02.12.78.35.05
Email : kevin.rouze@equans.com

Devis n° **25429**
Projet : Installation support pour vidéoprotection

Révision : A

Objet : Offre commerciale

COUR -CHEVERNY, le mardi 2 décembre 2025

Madame, Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre meilleure proposition de prix pour l'affaire citée en objet. Notre étude a été établie conformément aux pièces marché, complétées par les informations que vous nous avez fournies.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement que vous souhaiteriez.

Espérant que cette offre saura retenir votre attention.

Veuillez agréer l'expression de nos sincères salutations.

M. ROUZÉ Kévin
Responsable d'affaires



INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE – Agence Val de Loire
24 Rue du Clos de l'Ardoise - 41700 COUR -CHEVERNY, France - T 02 54 50 50 89
INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE : SAS au capital de 2486175 euros – RCS Orléans 409 851 599 – TVA INTRACOM FR75 409 851 599
Siège social : Rue de la Fonderie – 45100 Orléans, France, France

Une société du groupe Bouygues

Devis :25429 Révision : A

Date : 02/12/2025

Objet : Installation support pour vidéoprotection

Objet : Installation support pour la protection					
Item	Description	Unité	Quantité	Prix de vente	
				Unitaire	Total
	PARC DU COSSON				
A	Réalisation des démarches administratives et marquage/piquetage des réseaux	Ft	1	118,00	118,00
B	Fourniture et pose dans l'espace vert d'un regard 30x30 avec tampon béton afin de récupérer les fourreaux existants	Ft	1	318,00	318,00
C	Fourniture et pose mât cylindro-conique Ht 6m avec bouchon en top y compris massif et de fourreaux au regard posé	u	1	928,00	928,00
D	Fourniture et pose sous fourreaux existant - sous réserve de son bon état - d'un câble 3G2,5² U1000 RO2V	ml	110	5,20	572,00
E	Fourniture et pose dans l'armoire existante d'un disjoncteur différentiel 16A-30mA y compris raccordement et essais	U	1	403,00	403,00
	MONTANT TOTAL		1	2 339,00	2 339,00

TOTAL HORS TAXES (EUR)

2 339,00

TVA 20%

467,80

TOTAL T.T.C.

2 806,80

Le 22/01/2026

Bon pour accord
Exécution à réception

Le Maire,

Régent MARC MATHÉ

INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE
 24 rue du Centre l'Ardouise
 41700 COURCHEVERNY
 Tél : 02 54 50 50 80



Agence Val de Loire
24 Rue du Clos de l'Ardoise - 41700 COUR-CHEVERNY

Devis :25429 Révision : A

Objet : Installation support pour vidéoprotection

En complément de notre proposition financière telle que visée ci-avant qui s'établit à :

Montant HT :	2 339,00 €
TVA :	467,80 €
TTC :	2 806,80 €

Soit en toutes lettres : Deux mille huit cent six euros et quatre-vingts cents TTC.

Les conditions particulières ci-après s'appliquent :

Le délai de réalisation est de :

Montant de l'acompte : 0,00 €

Délai de levée d'option (si applicable) :

Conditions de paiement :

Le présent devis et les conditions générales de vente figurant au verso forment un tout indissociable. L'acceptation de ce devis emporte validation sans réserve de nos conditions générales de vente.

Nos prix sont révisibles mensuellement et au fur et à mesure de la facturation desdites prestations (mois M) selon la formule suivante, dans laquelle les valeurs de références sont prises à la date d'établissement du présent devis (mois M0).

La formule établie est la suivante :

$P = P_0 (TP_{12a} / TP_{12a0})$

P = prix révisé

P₀ = prix au mois d'établissement des prix, soit le mois de : décembre 2025

TP_{12a0} = Valeur de l'index de référence TP_{12a} établi au mois d'établissement des prix.

L'index de référence est le suivant, publié sur le site internet de l'INSEE (www.insee.fr) : Travaux Publics - TP_{12a} - Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique - Base 2010 - Identifiant 001711002.

TP_{12a} = Dernière valeur connue de l'index TP_{12a} au jour de la révision.

Pour l'application de l'article 8 de nos conditions générales de vente, le Prestataire fait élection de domicile en son agence dont l'adresse est indiquée sur le présent devis.

Validité de l'offre : 3 mois

Pour le Client :

Bon pour Accord..... Nom du signataire.....

Exécution à réception

A... 22/11/2026



NABOAGNE Florent
le Maire,
NABOAGNE Florent

Engagement de travaux :

En cas d'accord sur le présent devis, merci de nous adresser un exemplaire signé, revêtu de la mention manuscrite **BON POUR ACCORD**, du cachet de l'entreprise et des lieu, date, nom et prénom du signataire.

II/ Dispositions communes**1. Conditions applicables :**

1.1 Les prestations de services (dont études, ingénierie, activités de maintenance), fournitures de biens et de matériels ainsi que les travaux (ci-après les « Prestations ») tels que décrits à l'offre ou au devis (ci-après « Offre ») et qui sont réalisés par une entité contrôlée par le groupe EQUANS FRANCE ou au sein de l'article L233-3 du Code de commerce (ci-après dénommée « Prestataire »), sont soumis aux présentes « Conditions, Générales de Vente » (ci-après les « CGV »). Les CGV constituent le socle de la négociation commerciale entre le Prestataire et le Client et s'appliquent quelles que soient les clauses pouvant figurer sur les documents du Client et notamment ses conditions générales d'achat sur lesquelles les CGV prévalent. Les CGV s'appliquent également à tous documents qui y font explicitement référence. Toute modification des CGV nécessite un accord exprès et préalable du Prestataire.

1.2. Le Prestataire et le Client sont également désignés ci-après individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties ».

2. Formation du Contrat – Prise d'effet du Contrat :

2.1. La formation du Contrat intervient à l'acceptation de l'Offre par le Client. Le Prestataire s'engage à exécuter intégralement mais exclusivement les Prestations mentionnées dans son Offre.

2.2. L'Offre du Prestataire a, sauf mention contraire, une durée de validité de un mois.

2.3. La prise d'effet du Contrat est subordonnée à l'encaissement par le Prestataire de l'acompte prévu à l'article 6.3 des CGV, ainsi qu'à la réalisation de toutes autres conditions suspensives qui seraient prévues dans l'Offre.

3. Délais d'exécution :

3.1. Les Prestations sont exécutées dans le(s) délai(s) indiqué(s) à l'Offre, sauf empêchement ou interruption indépendant de la volonté du Prestataire.

Le point de départ du (des) délai(s) est la date de prise d'effet du Contrat (voir article 2 des CGV).

3.2. Sont des empêchements ou interruptions indépendants de la volonté du Prestataire au sens de l'article 3.1, des CGV, et sans que cette liste soit limitative, la survenance de Circonstances au sens de l'article 13 des CGV, mais aussi les catastrophes naturelles, les incendies, les inondations, les grèves entraînant l'arrêt ou des perturbations des transports ou des services publics essentiels, les modifications des conditions d'exécution comme par exemple la restriction de liberté d'accès aux locaux du Client ou aux chantiers ou aux bases vies ou de circuler à l'intérieur de ceux-ci.

3.3. Si l'empêchement ou l'interruption résulte du fait du Client, de ses préposés ou contractants, le Prestataire pourra exiger du Client le remboursement de tous coûts supplémentaires en résultant, ainsi qu'une indemnité forfaitaire et définitive calculée sur le Prix du Contrat HT et par jour calendaire d'empêchement ou d'interruption comme suit :

- pendant les trente premiers jours : 0,5%.
- à compter du trente et unième jour : 1%.

3.4. Nonobstant ce qui précède, si la date de livraison du matériel nécessaire à l'exécution des Prestations convenue entre les Parties est reportée, le Prestataire sera en droit de facturer mensuellement au Client 1,5% du Prix du Contrat au titre des frais de stockage.

4. Pénalités d'exécution :

4.1. Le principe de l'application de toute pénalité doit être préalablement discuté et accepté par le Prestataire avant la formation du Contrat.

4.2. Les pénalités ne peuvent être appliquées qu'après une mise en demeure restée infructueuse. L'application des pénalités est en tout état de cause limitée aux seuls événements ou managements qui sont directement et exclusivement imputables au Prestataire. Les pénalités sont libératoires. Elles doivent faire l'objet d'une facture et ne peuvent faire l'objet d'une compensation avec le paiement du Prix du Contrat. En cas d'acceptation d'application de pénalités, celles-ci seraient, toutes causes confondues, plafonnées à 5% du Prix du Contrat HT.

4.3. Les pénalités de retard sont récupérables lorsque le délai global d'exécution du Contrat est respecté.

5. Prix :

5.1. Sauf stipulation contraire de l'Offre, le prix forfaitaire tel que repris à l'Offre (ci après « le Prix du Contrat ») ainsi que tous les prix visés à l'Offre, en ce inclus au bordereau de prix unitaire ou équivalent (ensemble « les Prix »), sont indiqués en Euros et sont actualisés et révisibles. Les Prix sont actualisés et/ou révisés selon les modalités définies dans l'Offre. Les prix actualisés et/ou révisés ne sauraient être inférieurs aux prix initiaux.

5.2. Les Prix ne sont applicables qu'à l'Offre et ne pourraient être opposés pour la réalisation de commandes complémentaires ou postérieures. Sauf stipulation contraire de l'Offre, les Prix s'entendent hors frais de complot prorata, hors frais de chantier, hors frais d'organisme de contrôle et hors frais de transport ainsi que hors toutes sujétions y afférentes. Les Prix ont été établis en fonction des normes, des lois et de la réglementation en vigueur à la date d'émission de l'Offre. Par conséquent, en cas de modification ultérieure ayant pour effet d'augmenter le coût des Prestations, les Prix seront modifiés en conséquence sur présentation de justificatifs.

5.3. Les Prix du Contrat ne sont pas réputés comprendre les frais liés à la souscription d'assurances et/ou d'extension de garanties d'assurances spécifiques aux Prestations.

5.4. Les dispositions de l'article 1195 du Code civil relatives à l'imprévision s'appliquent à l'ensemble du Contrat nonobstant le caractère forfaitaire du Prix du Contrat.

6. Paiement – Retard de paiement :

6.1. Les paiements sont effectués selon les modalités précisées dans la facture du Prestataire, nets et sans escompte.

6.2. A l'exception de l'acompte visé à l'article 6.3 des CGV payable comptant, toutes les factures sont payables à 30 jours, date de facture.

6.3. Sauf conditions particulières prévues dans l'Offre, les paiements s'effectuent dans les conditions suivantes :

- pour les fournitures : acompte de 30% du montant hors taxe du Prix du Contrat, et soldé à la livraison
- pour les prestations de services : acompte de 30% du montant hors taxe du Prix du Contrat puis à l'avancement mensuel sur présentation de factures
- pour les travaux : acompte de 30% du montant hors taxe du Prix du Contrat, puis à l'avancement sur la base de situations mensuelles d'avancement.

6.4. Si le Client ou son maître d'œuvre décale, suspend ou arrête les Prestations, le montant des Prestations réalisées ainsi que celles d'ores et déjà engagées, sera immédiatement exigible et ce, sans préjudice des indemnités éventuellement dues en réparation du préjudice subi par le Prestataire de ce fait.

6.5. Dans le cadre d'un contrat de maintenance pluriannuel, le Prix sera payé, sauf stipulations contraires dans l'Offre, annuellement à terme à échoir.

6.6. En cas de retard de paiement, le Prestataire conservera les sommes déjà versées acquises à titre de pénalités, sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourra réclamer, et se réserve le droit de i) reprendre le matériel et/ou ii) suspendre les Prestations, aux risques et périls du Client et ou iii) prononcer la résiliation du Contrat, cette résiliation prenant effet de plein droit 15 (quinze) jours après la première présentation d'une mise en demeure envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception restée infructueuse.

6.7. En outre, et sans préjudice de ce qui précède, tout retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de toutes sommes dues augmentées d'un intérêt égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage, calculé par jour calendaire jusqu'à la date de paiement intégral effectif. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

6.8. En application des articles L441-10 et D441-5 du Code de commerce, tout retard de paiement entraînera de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 € en compensation des frais de recouvrement, sans préjudice d'une indemnité complémentaire due pour frais de recouvrement en cas de dépassement de ce forfait.

7. Responsabilité :

La responsabilité du Prestataire est limitée à l'indemnisation des seuls préjudices directs et certains indirects justifiés, causés par sa faute et/ou sa négligence et/ou celle de son personnel au Client, à l'exclusion de tous dommages indirects et immatériels tels que pertes de production et d'exploitation, pertes de profit et de revenus, perte d'image, manques à gagner subis par le Client. En outre et sauf dispositions d'ordre public contraire ou stipulations contractuelles dérogeantes, sa responsabilité est plafonnée, toutes causes confondues, au montant total hors taxes du Contrat. En tout état de cause la responsabilité du Prestataire, toutes causes confondues, sera plafonnée à 1,5 million (un million cinq cent mille) euros pour la durée du Contrat. Par dérogation à ce qui précède, lorsque le montant du Contrat est inférieur à 100 000 (cent mille) euros le plafond de responsabilité du Prestataire est porté à 100 000 (cent mille) euros pour la durée du Contrat. S'agissant de contrats pluriannuels, le plafond de responsabilité du Prestataire sera calculé sur le montant de l'année en cours. Le Client renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tout recours à l'encontre du Prestataire et de ses assureurs au-delà des plafonds et limitations stipulés ci-dessus.

8. Attribution de compétence :

A défaut de résolution amiable, et sans préjudice des dispositions de l'article 48 du Code de procédure civile, toute contestation relative à l'interprétation, l'objet et/ou l'exécution du Contrat, sera soumise au tribunal compétent dans le ressort duple domicile a été élu par le Prestataire dans son Offre ou, à défaut d'une telle précision, dans le ressort duple des services et/ou travaux sont exécutés ou les biens et matériels sont livrés, à l'exclusion de toute autre juridiction, y compris en cas de pluralité de défendeurs et d'appels en garantie.

9. Propriété intellectuelle :

Sauf disposition contraire prévue au Contrat, le Prestataire conserve la pleine et entière propriété des documents, études, projets, plans, devis, prix, méthodes, logiciels, outils logiciels et supports techniques révélateurs de son savoir-faire fournis par lui au Client et ce, même s'ils ont été établis en collaboration avec ce dernier. Le Prestataire peut en requérir la restitution en temps utile et le Client s'interdit de les révéler ou de les communiquer à des tiers sans l'accord préalable et écrit du Prestataire sous peine de dommages et intérêts.

10. Confidentialité :

Chaque Partie s'engage à garder confidentiel l'ensemble des informations et documents dont elle a connaissance au cours de la négociation de l'Offre et de l'exécution du Contrat, et ce quelles qu'en soient la nature (technique, financière, commerciale, administrative ou autre) et la forme (orale ou écrite. À l'état d'ébauche ou finalisées, lisibles par l'homme ou la machine). Les informations qui seraient dans le domaine public lors de leur divulgation ou qui tomberaient ultérieurement sans faute de la part d'une Partie, ne sont pas considérées comme étant confidentielles.

11. Éthique – responsabilité environnementale et sociale :

Chacune des Parties reconnaît qu'il a été informé et accepte de respecter les engagements du Groupe EQUANS, dans le domaine de l'éthique, de l'environnement et de la responsabilité sociale tels qu'ils sont déterminés dans les lignes directrices d'Equans applicables en la matière publiées sur le site web <https://www.equans.com>. Les Parties s'engagent à mettre en place au sein de leurs entités respectives les règles et procédures nécessaires afin de s'assurer du respect des obligations visées au présent article et d'en faire une évaluation régulière. Toute violation des stipulations du présent article par le Client constitue un manquement contractuel conférant le droit au Prestataire de procéder à la suspension et/ou la résiliation du Contrat aux tiers exclusifs du Client, sans préjudice pour le Prestataire de demander au Client des dommages-intérêts.

12. Données personnelles :

Les Parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à respecter les obligations et exigences du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (le « RGPD ») ainsi que toutes les dispositions relatives à la protection des données personnelles (la « Loi Informatique ») applicables aux traitements effectués dans le cadre du Contrat.

Dans le cadre de l'activité du Prestataire, ce dernier procède, en qualité de responsable du traitement, à un traitement de Données Personnelles, dont la finalité est de permettre la gestion et le suivi de l'exécution de la commande ou du Contrat (dont notamment la facturation et le recouvrement). L'utilisation des Données Personnelles est strictement nécessaire à l'exécution du Contrat ou relève de l'intérêt légitime du Prestataire à gérer la relation commerciale le liant au Client. Les personnes concernées par ce traitement (« Personnes Concernées ») sont les représentants et personnels du Client en charge de la négociation, passation et/ou l'exécution de la commande ou du Contrat.

Le Prestataire peut également poursuivre un traitement à des fins de prospection commerciale par voie électronique. A ce titre, le Prestataire s'engage à n'utiliser les coordonnées professionnelles des Personnes Concernées qu'en vue de proposer des produits ou services susceptibles d'intéresser le Client dès lors que ces derniers sont directement liés aux fonctions occupées par les Personnes Concernées.

La conservation des Données Personnelles est limitée à cinq (5) ans à compter de la fin la relation commerciale entre le Prestataire et le Client et le cas échéant pendant une durée augmentée de trois (3) ans à compter du dernier contact entre le Prestataire et la Personne Concernée.

Les Données Personnelles traitées sont destinées aux services internes du Prestataire, à ses prestataires, aux sociétés membres du groupe Prestataire ainsi qu'aux tiers autorisés en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

Certaines Données Personnelles peuvent faire l'objet d'un traitement ponctuel par certains prestataires situés en dehors de l'Union Européenne. Les prestataires concernés se sont engagés contractuellement à procéder aux traitements des données dans le respect de la législation de l'Union européenne et de la réglementation française.

La Personne Concernée dispose, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de ses Données Personnelles. Elle dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ses Données Personnelles pour des motifs légitimes. Pour exercer ces droits, elle doit adresser sa demande à l'adresse suivante : privacy.france@equans.com ou par courrier postal à l'attention de la Direction Juridique EQUANS (6^e étage) 49-51 rue Louis Blanz – 92400 COURBEVOIE. Toute demande devra être accompagnée d'un justificatif d'identité. La Personne Concernée peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

13. Sauvegarde :

Le Prestataire ne sera pas tenu responsable des retards d'exécution du Contrat ou de la non atteinte d'objectifs de performances, et plus généralement du non-respect de ses obligations contractuelles, ni tenu à supporter les surcoûts (en ce compris l'inflation), imputables, directement ou indirectement, à une des causes définies ci-après comme « Circonstances », dès lors que le Prestataire ne pouvait pas prévoir à la date de l'établissement de l'Offre, la nature, l'ampleur et/ou les effets effectifs et sur la durée desdites Circonstances.

Au sens du présent article par « Circonstances » on entend tout événement majeur qu'il soit connu ou non à la date de l'établissement de l'Offre, tel que notamment, sans que cette liste soit limitative, tout conflit armé déclaré ou non déclaré, acte de terrorisme, crise géopolitique internationale, conflit politique, cyberattaque, crise économique, pandémie ou autre similarité, ainsi que l'augmentation du prix, l'insuffisance voire pénurie des matières

premières, des composants, des fluides, de l'énergie sous quelque forme que ce soit ou de tout autre élément conexe.

En conséquence, le Prestataire sera en droit non seulement de récupérer les surcoûts (y compris l'inflation) liés directement ou indirectement aux Circonstances précitées mais aussi d'obtenir une prolongation du délai d'exécution du Contrat pour tout retard, ainsi qu'une exonération de toute responsabilité en cas de non-atteinte des objectifs de performances ou non-réalisation de ses obligations.

Le cas échéant, les Parties :

- examinent de bonne foi les conséquences de ces Circonstances, notamment en ce qui concerne les incidences financières, les délais ou la performance
 - et conviennent, par avenant ou sous toute autre forme d'accord écrit, des modalités de prolongation de délais et/ou de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts induits par ces Circonstances sur la base de justificatifs fournis par le Prestataire.
- A défaut de s'entendre quant à la nature et l'étendue des adaptations/modifications à apporter au Contrat dans un délai de un (1) mois à compter de la première réunion, le Contrat pourra être résilié par le Prestataire. Le paiement des prestations exécutées par le Prestataire jusqu'à la date de résiliation sera dû par le Client, ainsi que les incidences financières d'ores et déjà supportées ou engagées par le Prestataire du fait des Circonstances précitées.

II/ Dispositions particulières aux prestations de services/travaux**14. Conditions pratiques d'exécution :**

14.1. La consistance des Prestations est strictement limitée au descriptif figurant dans l'Offre.

14.2. Lorsque les Prestations doivent être combinées aux études, prestations et/ou travaux d'autres entreprises, l'obligation du Prestataire se limite à la fourniture au Client des informations lui permettant de faire intervenir ces entreprises. La coordination technique reste à la charge du Client.

14.3. La mise et le maintien à la disposition du Prestataire du site d'exécution et de ses accès, la fourniture d'eau, d'électricité et tous autres fluides, ainsi que tout lieu de stockage ou tout emplacement nécessaire à l'exécution du Contrat, restent à la charge du Client.

14.4. Sauf mention contraire dans l'Offre, les obligations à la charge du Prestataire sont des obligations de moyen. Il en résulte notamment que les délais et dates d'intervention de maintenance sont donnés à titre indicatif.

14.5. Le Client procèdera à la réception des Prestations de travaux à l'achèvement des Prestations, et délivrera au Prestataire un procès-verbal de réception. Toutefois, si le Client n'a pas prononcé la réception, les Prestations sont réputées réceptionnées tacitement à la première des dates suivantes :

- le jour de la première utilisation des Prestations par le Client
- 15 (quinze) jours après réception par lettre recommandée avec accusé de réception de l'information par le Prestataire de l'achèvement des Prestations.

14.6. Les Prestations de services sont réputées acceptées par le Client à l'issue de leur exécution sauf contestation formelle et sans délai de ce dernier.

14.7. Sauf mention contraire dans l'Offre, le Client assure l'ensemble de la gestion et de la traçabilité des déchets issus des Prestations, à l'exception des déchets issus des fournitures dont le Prestataire est propriétaire.

14.8. Si le Prestataire était amené à constater que les conditions d'accès aux installations ou les modalités d'évaluation des Prestations présentent un danger, mettant en péril ou étant susceptible de mettre en péril la sécurité des biens ou des personnes ou la santé des personnes, le Prestataire en informera le Client. Il est ici précisé qu'une absence d'information par le Prestataire au Client ne saurait exonérer le Client de toute responsabilité en ce qui concerne les conditions d'accès et les modalités d'exécution des Prestations. En outre, si le Prestataire devait estimer qu'une situation est dangereuse pour les biens et/ou pour la santé ou la sécurité des personnes, le Prestataire sera alors en droit, et ce sans engager à ce titre sa responsabilité, de suspendre l'exécution des Prestations. Il appartient quel qu'il en soit au Client de mettre en œuvre à ses frais toutes dispositions nécessaires en vue de supprimer toute situation de danger.

15. Norme (Afnor) NFP 63-001 :

Les Prestations de travaux sont soumises, selon leur nature, aux normes Afnor, et notamment à la norme NFP 63-001 dans sa version la plus récente, à l'exception des stipulations de ces normes auxquelles les CGV dérogent.

III/ Dispositions particulières aux fournitures**16. Garanties :**

16.1. Sans préjudice de l'application des règles d'ordre public, le Prestataire garantit ses fournitures contre tout vice caché de conception ou de fabrication qui les rendrait impropres à l'usage auquel elles étaient destinées pendant un an à compter de leur livraison.

16.2. L'obligation de garantie est toutefois expressément limitée à la réparation ou, au choix du Prestataire, au remplacement à neuf de ses fournitures (notamment hors frais de démontage, transport, montage, déplacement), et à l'exclusion de toute autre indemnisation pour quelque cause que ce soit, notamment préjudices directs, indirects ou immatériels. En cas de remplacement à neuf, les pièces défectueuses seront remises au Prestataire et deviendront sa propriété.

La garantie ne couvre pas :

- le remplacement ou la réparation résultant de l'usure normale, de détérioration, d'accidents, de négligence, défaut de surveillance ou d'entretien (l'entretien normal des fournitures n'étant pas compris dans la garantie et donnant lieu à un contrat spécial de maintenance), ou d'utilisation impropre à destination, ou les défauts existants dès un défaut d'approvisionnement en énergie ou de stockage ;
- le vice provenant soit des matières fournies par le Client, soit d'une conception imposée par celui-ci ;
- l'insatisfaction des consignes d'utilisation et d'entretien, de mise en service ;
- les incidents tenant à des cas fortuits, à la force majeure ou à une cause naturelle ;
- les matériels situés en amont ou en aval ou les existants dans lesquels sont incorporés les fournitures ;

➤ toute autre cause que le Prestataire ne pourrait raisonnablement pas prévoir ou dont il ne pourrait empêcher les effets.

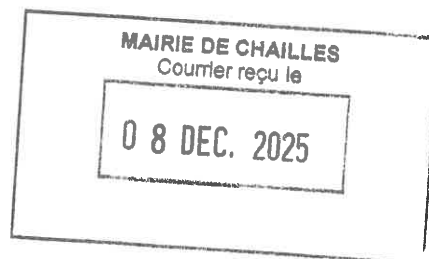
17. Réserve de propriété :

17.1. Il est expressément convenu que, jusqu'à parfait paiement, en principal et accessoires, qui seul emporte transfert de propriété :

- Les fournitures, qu'elles soient installées ou non, restent la propriété du Prestataire par dérogation aux articles 546, 551 et suivants ainsi que 712 du Code civil.
- Les fournitures livrées sont sous la garde du Client qui en assume tous les risques.

17.2. En conséquence, le Client ne pourra accomplir aucun acte de disposition touchant les fournitures livrées dont le paiement n'a pas été intégralement acquitté, ni opérer une quelconque transformation, modification ou altération desdites fournitures, ni prendre aucune mesure pouvant affecter l'identification ou l'isolation des fournitures, sauf autorisation expresse et préalable du Prestataire.

17.3. Jusqu'à parfait paiement, sans préjudice des autres droits et de ce qui est prévu à l'article 6 « Paiement – Retard de paiement », le Prestataire pourra, même en cas de procédure collective du Client, exiger la restitution des fournitures aux frais et charges du Client, sans autre formalité qu'une mise en demeure de restituer par lettre recommandée avec avis de réception.



MAIRIE DE CHAILLES
78 RUE NATIONALE

41120 CHAILLES
FR FRANCE

Devis	
Numéro	C014261
Date émission	14/10/2025

Client N° 21342
Téléphone 0254797200

A l'attention de MR MARMAGNE FLORENT
Commercial MR NIAF DAVID

Objet du devis : AJOUT CAMERAS GENDARMERIE

Désignation	Quantité	P.U. HT	Montant HT	TVA
Ajout de deux caméras fixes sur votre système de de vidéoprotection. - Une caméra fixe pour visualisation de la Gendarmerie. - Une caméra fixe pour visualisation du parking mairie / Gendarmerie. - Ajout Disques de stockage.				
CAMERA FIXES Obj Varifocal 2.8/12mm - Résolution 4MP - Infra Rouge 60M IP67 IK10 Avec supports, alimentation Poe, câble réseau, connecteurs et accessoires de fixation.	2,00	470,00	940,00	1
LICENCE LYNX ONVIEW CAMERA PRO	2,00	133,93	267,86	1
DISQUE DUR WD Purple Pro WD260PURP 26TB 3,5 SATA 6GB/S 256MB 24x7 SURVEILLANCE	2,00	856,00	1712,00	1
- Passage des câbles - Poses des caméras - Intégration des disques de stockage - Déclaration sur le système - Réglage et mise en service - Véhicule nacelle	1,00	2286,00	2286,00	1

Date d'acceptation : 22/11/2026	Base	Taux	TOTAL H.T	5 205,86 €
Bon pour accord Nom et signature du client + CACHET Bon pour accord Exécution à réception -  (Mairie de Chailles) Florent Marmagne	5 205,86 €	20,00 %	TOTAL TVA	1 041,17 €
			TOTAL TTC	6 247,03 €
Conditions de règlement				
VIREMENT 30 J DATE DE FACTURE				



MAIRIE DE CHAILLES
78 RUE NATIONALE

41120 CHAILLES
FR FRANCE

Devis	
Numéro	C014476
Date émission	05/12/2025

Client N° 21342
Téléphone 0254797200

A l'attention de MR MARMAGNE FLORENT
Commercial MR NIAF DAVID

Objet du devis : AJOUT CAMERA BAS RIVIERE

Désignation	Quantité	P.U. HT	Montant HT	TVA
Ajout d'une caméra fixe sur votre système de de vidéoprotection. - Une caméra fixe pour visualisation du site de stockage matériaux Bas Rivière.				
CAMERA FIXE Obj Varifocal 2.8/12mm - Résolution 4MP - Infra Rouge 60M IP67 IK10 Avec supports, alimentation Poe, câble réseau aérien 120m , connecteurs et accessoires de fixation.	1,00	635,00	635,00	1
Switch 6 Ports 10/100/1000	1,00	125,00	125,00	1
LICENCE LYNX ONVIEW CAMERA PRO	1,00	133,93	133,93	1
- Passage des câbles - Pose de la caméra - Déclaration sur le système - Réglage et mise en service - Véhicule nacelle	1,00	1591,00	1591,00	1
Fourniture: Panneau " Site sous vidéoprotection" idem au panneaux entrée de ville avec bride pour grillage rigide.	5,00	135,00	675,00	1

Date d'acceptation : 22/12/2026

Nom et signature du client + CACHET
 Bon pour accord

Bon pour accord
 Exécution réception.



Florent MARMAGNE

Base	Taux
3 159,93 €	20,00 %

TOTAL H.T	3 159,93 €
TOTAL TVA	631,99 €
TOTAL TTC	3 791,92 €

Conditions de règlement

VIREMENT 30 J DATE DE FACTURE

Service RCIS
3 Rue Gustave Eiffel
45000 ORLEANS
T. +33 (0) 2 38 61 05 89
SIRET 329 009 559 00108

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CENTRE LOIRE
 Siège social : Parc des Châtelliers - 3 rue Gustave Eiffel
 BP 62849 - 45028 Orléans Cedex - France
 SAS au capital de 1 675 335,20 €
 329 009 559 - RCS Orléans - TVA FR 48 329 009 559